



COMMISSION EUROPÉENNE  
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AIDE HUMANITAIRE - ECHO

**AIDE HUMANITAIRE**  
**aux**  
**populations déplacées et de retour**  
**en**  
**OUGANDA**  
**PLAN GLOBAL 2007**

**Comité d'aide humanitaire - Décembre 2006**

## Table des matières

### *Exposé des motifs*

	<b>page</b>
<b>1) Résumé analytique .....</b>	<b>3</b>
<b>2) Contexte et situation .....</b>	<b>4</b>
<b>2.1.) Contexte général.....</b>	<b>4</b>
<b>2.2.) Situation actuelle .....</b>	<b>5</b>
<b>3) Identification et évaluation des besoins humanitaires .....</b>	<b>6</b>
<b>4) Stratégie proposée par la DG ECHO .....</b>	<b>10</b>
<b>4.1.) Cohérence avec les priorités stratégiques globales de la DG ECHO.....</b>	<b>10</b>
<b>4.2.) Impact de la réponse humanitaire antérieure .....</b>	<b>14</b>
<b>4.3.) Coordination avec les activités d'autres donateurs et institutions .....</b>	<b>15</b>
<b>4.4.) Évaluation des risques et hypothèses .....</b>	<b>15</b>
<b>4.5.) Stratégie de la DG ECHO .....</b>	<b>16</b>
<b>4.6.) Durée .....</b>	<b>17</b>
<b>4.7.) Montant de la décision et matrice de programmation stratégique.....</b>	<b>17</b>
<b>5.) Évaluation .....</b>	<b>21</b>
<b>6.) Impact sur le budget .....</b>	<b>21</b>
<b>7.) Annexes .....</b>	<b>22</b>
<b>Annexe 1: Statistiques sur la situation humanitaire .....</b>	<b>23</b>
<b>Annexe 2: Carte du pays/de la région et localisation des interventions de la DG ECHO .....</b>	<b>24</b>
<b>Annexe 3: Liste des précédentes interventions de la DG ECHO .....</b>	<b>25</b>
<b>Annexe 4: Assistance des autres donateurs.....</b>	<b>25</b>
<b>Annexe 5: Liste des abréviations.....</b>	<b>26</b>
<b><i>DÉCISION DE LA COMMISSION</i>.....</b>	<b>27</b>
<b>Annexe: Répartition des fonds par objectif spécifique .....</b>	<b>30</b>

## 1. RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Après avoir souffert pendant vingt ans d'un conflit prolongé entre le gouvernement ougandais et la LRA (*Lord's Resistance Army*), le nord de l'Ouganda connaît des besoins humanitaires à grande échelle. La population civile a été victime à la fois des attaques aveugles et des enlèvements de la LRA et des effets néfastes des représailles du gouvernement. La majorité des habitants des régions septentrionales ont été contraints de fuir leurs habitations à cause des violences de la LRA ou ont été relogés dans des camps par le gouvernement ougandais. Dans la région la plus touchée de l'Acholiland, 90 % de la population est déplacée. Ce déplacement massif a été aggravé par les vols de bétail des Karamojong, qui ont accentué l'insécurité et les déplacements et empêché la réinstallation des personnes déplacées à l'intérieur du pays (PID). Les dangers climatiques comme la sécheresse, les maladies des cultures, les inondations ou les éruptions volcaniques pourraient livrer une population déjà vulnérable à d'autres risques.

On estime le nombre de PID à deux millions de personnes<sup>1</sup> dans le nord de l'Ouganda et au moins 1,5 million de PID bénéficient d'une aide alimentaire et d'autres aides directes. Les PID vivent toujours dans plus de 200 camps de déplacés sous-équipés qui n'offrent ni les services de base ni une protection adéquate. Plus de 250 000 réfugiés<sup>2</sup> du Soudan, de la République démocratique du Congo et du Rwanda vivent aujourd'hui en Ouganda, ce qui aggrave encore la situation humanitaire.

D'après le rapport 2005 sur le développement humain, l'Ouganda occupe la 144<sup>e</sup> place sur 177 pays répertoriés. Tandis que le pays progresse régulièrement dans ce classement depuis dix ans, la région du nord reste à la traîne et ses besoins demeurent plus aigus et urgents que jamais. L'Ouganda occupe la douzième place de l'évaluation globale des besoins (EGB) dressée par la DG ECHO<sup>3</sup>, ce qui le classe dans la catégorie des besoins les plus importants. Cette situation transparaît clairement dans la dernière étude sur la santé et la mortalité menée par le ministère ougandais de la santé, l'Organisation mondiale de la santé et d'autres ONG. Selon cette étude, la région de l'Acholiland affiche un taux de mortalité excédentaire de plus de mille personnes par semaine.<sup>4</sup> Bien que le gouvernement ait réfuté ultérieurement ce chiffre, même les estimations les plus modérées concernant la mortalité brute, à savoir 1,54 décès par jour pour 10 000 habitants, et la mortalité des enfants de moins de cinq ans, qui s'élève à 3,18 décès par jour pour 10 000 enfants dans les districts de Gulu, Amuru, Kitgum et Pader, placent l'Ouganda bien au-delà du seuil d'urgence. Les phénomènes comme les taux élevés de morbidité et de mortalité, les conditions de vie déplorables des PID et les cent mille personnes qui auraient déjà été tuées par la LRA exigent une réponse forte de la communauté humanitaire. Malheureusement, en dépit d'une attention accrue suite aux visites du représentant du secrétaire général des Nations unies en charge des personnes déplacées et de Jan Egeland, secrétaire général adjoint en charge de la coordination des affaires humanitaires, la réponse humanitaire en Ouganda est encore loin de répondre à tous les besoins de base de la population déplacée.

---

<sup>1</sup> CAP 2006 de l'OCHA

<sup>2</sup> HCR 2006

<sup>3</sup> Direction générale de l'aide humanitaire – DG ECHO

<sup>4</sup> «Health and mortality survey among internally displaced persons in Gulu, Kitgum and Pader districts, northern Uganda», ministère ougandais de la santé, UNICEF, OMS, PAM, FNUAP, CRI, juillet 2005.

Les derniers pourparlers de paix de Juba, au Soudan, ont laissé espérer que le conflit puisse prendre fin et déboucher sur une amélioration de la situation humanitaire. Pourtant, comme à de très nombreuses reprises auparavant, ce processus pourrait également échouer et entraîner une escalade du conflit. Pour l'heure, la situation sécuritaire est meilleure et bon nombre de PID ont commencé à rentrer chez elles de leur propre initiative. En 2005, on a observé un retour important de personnes enlevées précédemment par la LRA, qui s'est ensuite tassé en 2006.

Depuis 2000, la direction générale de l'aide humanitaire (DG ECHO) a injecté plus de 63 millions d'euros dans le nord de l'Ouganda. Si une suppression progressive de l'intervention humanitaire en Ouganda a été et est envisagée activement, le niveau élevé des besoins en aide humanitaire préserve la nécessité d'un financement d'urgence. Pourtant, des démarches ont été effectuées pour mettre un terme au financement des interventions sanitaires, les acteurs du secteur du développement se préparant à engager un financement à plus long terme. La priorité de la DG ECHO consiste à répondre aux principaux besoins humanitaires d'urgence. **Le principal objectif sera de venir en aide aux groupes de populations vulnérables touchés par l'insécurité et les dangers climatiques.** Concernant 1,5 million de bénéficiaires, les principaux secteurs d'intervention sont l'eau et la salubrité, la santé, les moyens d'existence et la sécurité alimentaire, les biens non alimentaires, la formation et l'éducation, la protection, l'aménagement des camps et la coordination.

Cette approche adoptée en Ouganda est en phase avec la stratégie de la DG ECHO pour 2006 (approche fondée sur les besoins, LRRD, questions liées aux enfants, VIH/sida)

Le plan global de la DG ECHO pour 2007 comporte **trois objectifs spécifiques**:

- Faire face aux conséquences des mouvements de populations et soulager la souffrance des personnes déplacées, des personnes de retour et des réfugiés en Ouganda par le biais d'améliorations dans les domaines de l'eau et de la salubrité, de la santé, des moyens d'existence et de la sécurité alimentaire, des biens non alimentaires, de la formation et de l'éducation, de la protection et de la gestion et l'aménagement des camps.
- Renforcer la gestion et la coordination de la réponse humanitaire entre les organisations multilatérales et bilatérales et les organisations non gouvernementales en Ouganda.
- Maintenir une capacité technique sur le terrain et évaluer les besoins, évaluer les propositions de projets et coordonner et surveiller la mise en œuvre des interventions.

L'enveloppe proposée pour le plan global 2007 de la DG ECHO pour l'Ouganda s'élève à **13 millions d'euros**.

La durée de mise en œuvre de la décision est de 18 mois, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007.

## **2. CONTEXTE ET SITUATION**

### **2.1. Contexte général**

La réponse humanitaire en Ouganda s'est sensiblement améliorée, en particulier après les visites des représentants du secrétaire général des Nations unies. Il convient toutefois de répondre encore à des besoins significatifs. À l'heure où la DG ECHO entre dans sa sixième année consécutive de financement dans le pays, la situation politique, sécuritaire et humanitaire fluctuante de l'Ouganda requiert une réponse flexible tant des donateurs que des ONG.

La situation sécuritaire s'est améliorée, et si son impact sur les besoins humanitaires a été limité, elle a contribué à améliorer l'accès aux camps de PID. Cette amélioration de la sécurité a également débouché sur le retour spontané de dizaines de milliers de PID chez elles. Dans la région de Lango, les ONG et les autorités de district affirment que près de 70 000 PID sont rentrées dans leurs villages après avoir été déplacées pendant plusieurs années et 100 000 à 120 000 personnes supplémentaires sont sur le chemin du retour. Dans l'Acholiland, les mêmes estimations annoncent un chiffre de 40 000 personnes de retour, dont la plupart sont des PID qui rentrent chez elles après de nombreuses années de déplacement. Si ces mouvements peuvent très bien être temporaires, ils sont globalement considérés comme un signe positif dans la mesure où les PID sont les mieux placées pour évaluer leur propre sécurité. Les vols de bétail des Karamojong constituent toujours une menace pour beaucoup d'habitants de la frontière régionale entre Karamoja et Teso, en dépit de la volonté du gouvernement d'imposer un désarmement.

Les Liens entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement (LRRD) sont à présent en première ligne de la stratégie de la DG ECHO pour l'Ouganda, cette dernière collaborant étroitement avec la DG Développement à son programme de réhabilitation (financé par le 9<sup>e</sup> FED). La DG ECHO se prépare aussi activement à transférer progressivement ses programmes sanitaires au secteur du développement au cours d'une période de deux à trois ans. Dans le cadre d'une décision distincte de prévention de la sécheresse dans la grande corne de l'Afrique (dont fait partie l'Ouganda), la DG ECHO aborde également la sécheresse, le principal danger climatique de la région, ce qui contribuera à soulager à moyen terme la souffrance liée au phénomène en Ouganda, en attendant les fonds de développement à long terme destinés à répondre à ces besoins.

### **2.2. Situation actuelle**

L'année écoulée a été marquée par une série de changements spectaculaires dans la situation humanitaire du nord de l'Ouganda. Grâce aux efforts accrus des donateurs et des ONG, la situation humanitaire dans les camps de PID s'est progressivement améliorée, même s'il reste beaucoup à faire. En effet, de nombreux besoins élémentaires d'urgence ne sont pas encore correctement satisfaits. La nature des camps de PID évolue également avec la décongestion des camps, consécutive aux retours volontaires des PID et aux mesures du gouvernement visant à aménager pour les personnes déplacées des camps satellites de plus petite taille. L'impact humanitaire de ces politiques de décongestion n'est pas encore connu et dépendra largement du fait de savoir si la décongestion est une mesure volontaire et temporaire avant que les PID puissent rentrer chez elles.

On estime que 25 000 personnes ont été enlevées par la LRA depuis le début du conflit. Les personnes enlevées constituent la majorité de ses forces. Ces dernières années, des

enfants et des adultes kidnappés précédemment sont rentrés chez eux en masse. Depuis 2005, qui a enregistré un pic du nombre de combattants de retour, ce nombre a baissé constamment. Alors que les centres de réhabilitation sont moins fréquentés, l'accueil des personnes de retour dans le cadre des centres et des programmes de terrain constitue un défi important. Le nombre de «migrants nocturnes» (des enfants qui parcourent chaque nuit de longues distances à pied de camps de PID et d'habitations rurales vers de plus grandes villes pour se protéger contre les attaques et les enlèvements de la LRA), phénomène qui a suscité une grande attention ces dernières années, a aussi baissé significativement, passant de près de 45 000 personnes en 2003/2004 à environ 11 000 personnes en juin 2006.

L'éducation dans le nord de l'Ouganda a été fort négligée. Malgré la présence d'écoles, les enseignants et le matériel scolaire font défaut. Dans les camps, les niveaux d'éducation sont jugés «chroniquement faibles»<sup>5</sup>. Il conviendrait de mettre en place des mesures éducatives d'urgence pour empêcher que toute une génération d'enfants des régions du nord ne soit privée de son droit à l'éducation.

L'amélioration de la sécurité a eu pour résultat un accès renforcé et plus durable aux camps, permettant ainsi une plus grande manœuvrabilité des organisations humanitaires. Malgré des perspectives plus positives sur le plan de sécurité, les attaques meurtrières de travailleurs humanitaires perpétrées en octobre et novembre 2005 soulignent le caractère imprévisible du conflit et de la situation sécuritaire.

### **3. IDENTIFICATION ET ÉVALUATION DES BESOINS HUMANITAIRES**

**3.1 Eau et salubrité:** les faibles niveaux d'approvisionnement en eau, couplés à une salubrité médiocre, peuvent entraîner une prévalence accrue de maladies et contribuer à affaiblir davantage la population. Dans la plupart des régions du nord de l'Ouganda, la consommation d'eau salubre par habitant ne suit pas les indicateurs Sphere<sup>6</sup> et les bénéficiaires qui ne disposent pas d'eau en suffisance pour assouvir leurs besoins d'hygiène personnelle continuent de se servir de sources d'eau non protégées. Ces dernières années, des progrès considérables ont été réalisés dans le secteur de l'eau. S'ils sont loin de connaître une situation idéale, les camps de PID ont enregistré une nette amélioration de la disponibilité d'eau salubre. Une enquête récente dans plusieurs camps de PID à Kitgum<sup>7</sup> a révélé que la situation de l'eau donne lieu à peu ou pas de plainte, même si le taux élevé de maladies diarrhéiques dans ces camps pourrait suggérer l'utilisation de sources d'eau non protégées. Les personnes affichant les besoins en eau les plus vitaux sont les PID qui vivent dans des villages semi-nomades éloignés des camps ou des centres urbains. Ces villages sont généralement situés loin des points d'eau et sont plus difficiles d'accès pour les ONG.

Des conditions de vie dans un milieu surpeuplé, une connaissance inadéquate des bonnes pratiques hygiéniques, les pratiques des communautés aux sources d'eau, le mauvais aménagement des camps et la pénurie de latrines et d'eau ont tous entraîné un grave problème de salubrité. La mauvaise situation sanitaire et l'élimination non planifiée des

---

<sup>5</sup> «Only Peace Can Restore the Confidence of the Displaced», mars 2006. Commandée par l'IDMC, le Conseil norvégien sur les réfugiés et le projet de loi sur les réfugiés, Kampala, Ouganda.

<sup>6</sup> Normes Sphere: 1 point d'eau pour 250 personnes; 15 litres minimum par personne par jour.

<sup>7</sup> Stites et al. «Movement on the Margins», *projet de document*. Tufts. Juin 2006

matières fécales constituent un risque majeur potentiel de dysenterie et de choléra. L'apparition récente du choléra et de la rougeole dans les districts de Kitgum et de Padermet en lumière cette situation<sup>8</sup>. Une meilleure coordination des partenaires de mise en œuvre est cruciale pour améliorer le secteur de la salubrité et réduire la morbidité et la mortalité liées à l'insalubrité. Si les programmes d'hygiène ont leur importance, une analyse plus rigoureuse de la corrélation entre ces programmes et un recul des maladies diarrhéiques et d'autres maladies liées à la salubrité s'impose. Cette analyse, étayée par des indicateurs systémiques, peut aider les donateurs et les ONG à se concentrer sur les stratégies d'hygiène les plus efficaces.

**3.2 Santé:** Dans un contexte de déplacements massifs, de camps surpeuplés et de salubrité médiocre, la tendance à la propagation des maladies et des foyers d'épidémies a un impact notable sur la santé de la population. L'étude sur la santé et la mortalité menée en juillet 2005 par le ministère ougandais de la santé, l'OMS et d'autres acteurs a indiqué des taux de mortalité nettement supérieurs au seuil d'urgence. Même les estimations les plus modérées dépeignent un tableau sombre de la situation sanitaire dans le nord de l'Ouganda. Les principales causes de décès sont la malaria et le VIH/SIDA. Chez les enfants de moins de cinq ans, il s'agit de la malaria et la maladie de «Two Lango» (une affection caractérisée par une malnutrition, des diarrhées et des plaies à la bouche).<sup>9</sup> La malaria est une cause de décès majeure du fait de la faiblesse des mesures de prévention; pourtant, la couverture du programme *Moustiquaires imprégnées d'insecticide* (ITN) est inadéquate. Une étude d'Oxfam a révélé que 63 % des ménages visités à Padermet disposaient de moustiquaires et les utilisaient correctement, même si une moustiquaire ne convenait pas toujours à l'ensemble de la famille. Les ITN contribuent largement à la réduction de la malaria et si des progrès ont été réalisés, il faudra distribuer davantage de moustiquaires pour couvrir toutes les personnes exposées. Les premiers résultats de l'étude séro-comportementale du VIH/SIDA (2004-2005), menée par le ministère de la santé, la CDC et USAID indiquent une prévalence du VIH/SIDA de 9,4 % dans le nord de l'Ouganda. L'hôpital Lacor, dans le district de Gulu, enregistre la prévalence la plus élevée chez les femmes enceintes avec un taux de 11,3% contre 6,57 % environ pour la moyenne nationale. À l'Hôpital St Joseph de Kitgum, le taux de mortalité avoisine en permanence les 10 %, le taux de mortalité brut le plus élevé étant observé chez les enfants infectés par le VIH/SIDA (36,2 %). Malgré la prévalence élevée du VIH/SIDA dans les camps, il existe assez peu de programmes axés sur la maladie et presque aucun programme destiné à combattre les effets du SIDA sur les enfants<sup>10</sup>.

Les soins de santé de base sont généralement de très mauvaise qualité et des PID se plaignent du manque de formation du personnel et de l'inadéquation des distributions de médicaments. Bien que les bénéficiaires soient plutôt satisfaits du service médical fourni par les ONG, ces services sont rares et éloignés et ne peuvent traiter toutes les personnes qui ont besoin de cette aide. Les centres de santé doivent être équipés et ont besoin de personnel pour pouvoir s'occuper du nombre important de PID nécessitant des soins médicaux. Si des études récentes révèlent que les taux de malnutrition globale aiguë (MGA) diminuent et se stabilisent lentement, ils requièrent encore une surveillance

---

<sup>8</sup> Groupe de contact de l'OCHA. Juin 2006.

<sup>9</sup> Stites et al., 2006

<sup>10</sup> Stites et al., 2006

étroite<sup>11</sup>. Les infrastructures sanitaires sont vitales non seulement pour les camps, mais les populations de retour en ont également besoin.

**3.3 Moyens d'existence et sécurité alimentaire:** il existe une corrélation directe entre la sécurité alimentaire et l'accès à la terre dans le nord de l'Ouganda. Les personnes déplacées à cause du conflit ont peu ou pas d'accès à leur terre et sont donc privées de leurs moyens d'existence et de leur sécurité alimentaire. Avec l'amélioration de la situation sécuritaire, de plus en plus de PID rentrent chez elles ou vivent dans des villages semi-nomades dans lesquels elles bénéficient d'un accès accru à la terre et d'une meilleure sécurité alimentaire. Malheureusement, l'accès accru à la terre est souvent synonyme d'insécurité accrue dans la mesure où les distances parcourues à partir des camps de PID exposent les personnes concernées à des risques plus élevés d'attaques. Bon nombre de PID ont mesuré ce risque et choisi de travailler leur terre. Ce phénomène se manifeste par une réduction de 50 à 60 % des rations alimentaires du PAM dans tous les districts, les PID ayant pu à nouveau accéder à leur terre et cultiver ainsi leur propre nourriture. On observe des succès similaires dans les camps de PID, où les campagnes de microjardinage ont eu un impact positif sur les moyens d'existence et les niveaux de sécurité alimentaire. L'absence de bétail comme ressource mobile réduit la capacité des ménages à faire face aux périodes de sécheresse et de difficultés.

**3.4 Biens non alimentaires:** il existe un grand nombre de besoins en biens non alimentaires (BNA) dans les camps de PID, notamment des biens adaptés à la cuisine, à l'approvisionnement en eau et à la protection contre les moustiques. Il convient d'accorder une attention particulière aux réinstallations, qu'il s'agisse des réinstallations volontaires constatées actuellement ou d'un éventuel flux massif de personnes de retour en cas de paix durable.

**3.5 Formation et éducation:** il faut une formation professionnelle pour aider les anciens combattants à se réintégrer dans la société et leur fournir des moyens d'existence. La sensibilisation aux droits de l'homme et aux droits des femmes et des enfants s'est avérée très efficace dans les camps du nord de l'Ouganda, notamment en ce qui concerne les violences domestiques, et elle doit être encouragée pour que les PID restent impliquées et informées de leurs droits.

Malgré l'affirmation du contraire, l'éducation dans les camps de PID est fort négligée. Intitulé «Only Peace Can Restore the Confidence of the Displaced» (Seule la paix peut restaurer la confiance des personnes déplacées), le rapport de mars 2006 a révélé que le gouvernement ougandais n'avait pas suffisamment investi dans l'éducation et que s'il existe des structures d'enseignement, peu de cours sont donnés dans le cadre de ces dernières. Parmi les problèmes notables figurent l'absentéisme des enseignants, la pénurie d'enseignants qualifiés, l'absence de gouvernance et d'administration, des taux élevés d'enseignants étudiants, un matériel scolaire insuffisant et de faibles taux de présence aux cours. La procédure d'appels communs (CAP) de 2006 des Nations unies a également reconnu la gravité de la situation dans le domaine de l'éducation et a placé cette dernière parmi les besoins prioritaires de l'appel de fonds.

---

<sup>11</sup> Intitulée «Health and mortality survey among internally displaced persons in Gulu, Kitgum and Pader districts, northern Uganda», cette enquête de 2005 a fait état de taux respectifs de MGA et de MSA de 5 à 8 % et 1 % dans le district de Gulu, de 12 % et 3% dans le district de Kitgum; et de 4 à 7 % et 1-2% dans les camps de la périphérie de Kalongo, dans le district de Pader.

Il convient de mettre en place des mesures éducatives d'urgence, notamment le déploiement d'enseignants, de programmes de cours de base et de matériel, afin d'empêcher qu'une génération d'enfants des camps de PID ne soit privée de son droit à l'éducation, tout en évitant d'instaurer des systèmes d'enseignement parallèles. Ces mesures éducatives d'urgence doivent être temporaires et s'accompagner d'un plan clair de transfert de tout programme aux collègues du secteur du développement d'ici un an ou deux.

**3.6 Protection:** il est crucial d'assurer la protection de la population du nord de l'Ouganda et des anciens combattants. La réintégration de ces derniers est nécessaire, notamment dans le contexte d'un accord de paix et de l'afflux subséquent d'anciens combattants. Les centres dotés de services de réhabilitation élémentaires, y compris dans le domaine de la formation professionnelle, feront l'objet d'un soutien. Il convient de protéger les anciens combattants contre les offres de rémunération et de leur offrir une alternative aux combats ou au crime. Le soutien et la réintégration des anciens combattants protègent non seulement les individus, mais renforcent aussi la protection des habitants du nord de l'Ouganda dans la mesure où le risque que les combattants replongent dans la violence est réduit.

La DG ECHO reconnaît aussi les dangers et les difficultés que posent les mines terrestres aux PID et aux personnes de retour, en particulier lorsque ces personnes retournent dans des zones fortement minées.

**3.7 Gestion et aménagement des camps:** l'absence de gestion et d'aménagement réfléchis des camps de PID par le passé a engendré des conditions de surpeuplement, qui ont à leur tour entraîné une situation d'insalubrité, des risques pour la santé et des dangers liés à l'habitat comme les incendies se propageant à partir de huttes. Il faut une gestion et un aménagement des camps pour déterminer une configuration, des matériaux d'abris et des points d'eau appropriés et éviter les risques pour la santé. Cet objectif est particulièrement en phase avec la nouvelle politique de décongestion du gouvernement.

Les violences domestiques infligées aux femmes constituent un autre problème grave dans les camps de PID. Les femmes interrogées ont fait état de taux élevés de violences domestiques physiques, mais comme il n'existe aucun système de surveillance officiel, il n'existe pas de chiffre officiel. Les motifs invoqués le plus fréquemment pour expliquer ces violences sont l'alcool, le système patriarcal et des coutumes traditionnelles strictes<sup>12</sup>. Bon nombre d'hommes et de chefs de clans affirment que la promotion des droits de la femme assurée par les ONG explique partiellement les violences domestiques. Pourtant, cette thèse est réfutée par les femmes des camps, qui estiment que ces programmes ont un pouvoir émancipateur et que les raisons de ces violences se trouvent ailleurs. La DG ECHO incite à accorder une attention particulière à la prévention des violences domestiques dans les camps de PID. Les enfants aussi sont les victimes du conflit. Des témoignages provenant de camps révèlent que des enfants sont souvent contraints à la prostitution, agressés, violés et battus. Il convient de compiler les informations relatives à ces violences et de mettre au point des projets soutenant la protection des femmes et des enfants. Une gestion et un aménagement efficaces des camps peuvent contribuer à prévenir ces violences et permettre aux nouveaux camps d'éviter dès maintenant les problèmes associés aux camps de PID.

---

<sup>12</sup> Stites et al., 2006

**3.8 Coordination:** la présence d'un plus grand nombre d'ONG est la bienvenue même si elle risque de dupliquer les activités humanitaires et d'interférer avec ces dernières. Le CAP 2006 des Nations unies a reconnu la nécessité d'une coordination accrue et de services de soutien. L'intervention de l'OCHA dans le nord de l'Ouganda a eu pour effet de renforcer la coordination et la sensibilisation aux activités humanitaires, dont l'impact s'est fait sentir sur les districts et les comités de gestion des catastrophes. La DG ECHO soutient fermement l'approche de groupement des Nations unies<sup>13</sup>, qui doit promouvoir une approche plus coordonnée des agences onusiennes, des ONG et les organismes gouvernementaux. Les partenaires de la DG ECHO doivent prendre part au groupement créé pour encourager l'efficacité et la rationalisation de l'aide humanitaire dans le nord de l'Ouganda.

Population cible et régions concernées:

**Personnes déplacées à l'intérieur du pays et réfugiés séjournant dans des camps:** la présente décision de plan global est axée sur les PID vivant dans des camps.

**Personnes de retour:** les personnes qui ont accès à leur terre et ont une ou plusieurs résidences dans un ou plusieurs camps.

**Population résidente/communautés d'accueil:** ce groupe devrait être soutenu dans l'éventualité d'un déplacement de masse imprévu ou d'un retour ou d'une réimplantation de la population.

**Femmes et enfants:** en période de conflit, les femmes et les enfants sont souvent les plus vulnérables. En tant que tels, ils doivent être associés à tous les aspects des programmes humanitaires et leurs besoins spécifiques doivent être pris en compte lors des phases de planification et de mise en œuvre. Ce volet coïncide avec la priorité de la DG ECHO accordée aux enfants en cas d'urgence en 2007.

## 4. STRATÉGIE PROPOSÉE DE LA DG ECHO

### 4.1. Cohérence avec les priorités stratégiques globales de la DG ECHO

La stratégie proposée au titre de la présente décision est cohérente avec les priorités stratégiques de la DG ECHO dans trois directions:

- **Liens entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement (LRRD):** LRRD est à présent une priorité dans le nord de l'Ouganda. La DG ECHO entre systématiquement en contact avec d'autres services de la Commission et donateurs afin d'encourager la mise en œuvre de la politique de LRRD de la Commission dès que possible.
- **Approche basée sur les besoins:** les priorités géographiques de la DG ECHO sont définies chaque année à l'aide d'une combinaison d'évaluations des besoins sur le terrain et d'analyses des données collectées relatives aux indicateurs humanitaires correspondants (insécurité, réfugiés, PID, taux de mortalité et de morbidité, taux de malnutrition, prédisposition aux catastrophes, etc.) et après la vaste consultation des

---

<sup>13</sup> Décision de financement récente ECHO/UGA/EDF/2006/01000, Improved Management of Humanitarian Aid in Northern Uganda, adoptée le 26 septembre 2006.

agents humanitaires et des parties prenantes. L'Ouganda a été identifié comme un pays présentant des besoins importants.

- **Promotion d'une aide humanitaire de qualité par le biais de l'intégration systématique des questions transversales dans ses opérations:** le soutien aux questions transversales comme les enfants, les femmes, l'environnement, les violences domestiques, le VIH/SIDA, etc., sera fourni à travers leur intégration aux projets. Il convient également d'accorder une attention particulière aux jeunes mères enlevées précédemment et aux femmes abandonnées par leurs maris dans la mesure où elles souffrent d'une stigmatisation de la société et sont souvent, en l'absence de capital social personnel, les personnes les plus vulnérables.

La réponse de la DG ECHO consistera à s'axer sur un paquet transsectoriel intégré couvrant l'eau et la salubrité, la santé, les moyens d'existence et la sécurité alimentaire, les biens non alimentaires, la formation et l'éducation, la protection, l'aménagement des camps et la coordination.

Moyennant quelques améliorations dans le contexte actuel, notamment un accès plus large, une technique améliorée de défense de l'espace humanitaire, des projets innovateurs et une meilleure compréhension de l'environnement d'exploitation par la communauté humanitaire et les donateurs, l'approche actuelle de la DG ECHO s'articulera autour des **quatre dimensions principales** suivantes:

- ✓ la phase de consolidation a été menée l'an dernier et se poursuivra, la DG ECHO s'appuyant sur les réalisations passées dans les secteurs où elle a démontré sa valeur ajoutée (p. ex. santé, salubrité);
- ✓ l'approche verticale descendante soulignera l'impact de toute opération en cours sur les bénéficiaires et les secteurs dans leur ensemble;
- ✓ le transfert des opérations financées par la DG ECHO au niveau le plus adéquat commencera à être examiné courant 2007 dans le cadre d'une phase dite de prétransition, en prévision d'une planification fondée sur les besoins et du départ progressif d'Ouganda de la DG ECHO en deux ou trois ans.
- ✓ la planification des urgences obtiendra désormais la priorité et devrait être intégrée dans toutes les opérations; il sera nécessaire de prévoir une certaine flexibilité afin de tenir compte de la situation variable sur le terrain (retour/réimplantation ou insécurité élevée).

**Eau et salubrité:** Conformément à la procédure d'appels communs à l'aide humanitaire 2006 des Nations unies pour l'Ouganda, la DG ECHO prévoit de soutenir une aide de sauvetage dans le contexte de la crise ougandaise, notamment dans le secteur de l'eau et de la salubrité. Tandis que les systèmes à soutenir doivent être hautement productifs, le choix exact de l'endroit où de tels systèmes doivent être placés et les effets à long terme devraient être examinés à fond. Le forage constant de puits et même les systèmes à haute productivité pourraient se révéler contreproductifs pour l'environnement. La préférence va à des systèmes de distribution d'eau par conduite, capables de desservir de plus grandes zones. Il sera demandé aux partenaires d'adopter une approche cohérente et standardisée de la problématique de l'eau et de la salubrité lors de la phase de conception de projet<sup>14</sup>. Une analyse technique préliminaire ou une étude de faisabilité examinant la

<sup>14</sup> Recommandation formulée dans le cadre de l'évaluation des activités de la DG ECHO dans le nord de l'Ouganda depuis 2004 («Evaluation of DG ECHO's Activities in Northern Uganda Since 2004»), présentée à la DG ECHO en octobre 2005 - TW Welch and Partners

population et la demande, la disponibilité de l'eau, le choix de la technologie, y compris les questions de fonctionnement et de maintenance, le calendrier de mise en œuvre, le coût par unité d'eau fournie et la durabilité s'impose afin de capitaliser davantage sur la standardisation en cours dans le secteur de l'eau et de la salubrité.

Il faudrait qu'à l'instar des actions dans le domaine de l'eau, les activités en matière de salubrité soient aussi durables que ce que permet l'environnement sécuritaire. Un ensemble infrastructurel complet, traitant des activités de promotion de l'hygiène, de la sensibilisation à la purification de l'eau, de la compréhension des tabous culturels et des mécanismes d'adaptation en ce qui concerne la salubrité, apparaît indispensable. Des données relatives à la couverture des latrines et des données plus systématiques devraient être recueillies. Une évaluation des besoins permettrait de déterminer la structure du système sanitaire la plus adéquate pour un camp donné et de recommander les modalités à suivre pour la responsabilité communautaire et l'implication dans l'entretien et la conception.

L'éventualité d'un retour imminent des PID suggère la nécessité d'investir dans des infrastructures durables dans le secteur de l'eau et de la salubrité, non seulement pour les camps de PID, mais aussi pour les villages et d'autres régions dans lesquelles retourneraient les PID.

**Santé:** l'apport d'un soutien aux cinq principaux hôpitaux du nord et aux centres de santé des périphéries (soins de santé élémentaires) reste une priorité absolue; de même, il sera extrêmement important pour la promotion de la santé, la prévention des maladies, l'encouragement des soins à domicile et la collecte de données de prévoir des systèmes efficaces d'orientation vers un service spécialisé en temps opportun à tous les niveaux de soins de santé par l'amélioration de la mobilisation sociale et le renforcement des capacités des leaders communautaires et des équipes de soins de santé. Des centres alimentaires thérapeutiques et des centres d'alimentation complémentaire, des campagnes de vaccination et d'immunisation, des programmes de santé materno-infantiles, le déploiement du nouveau protocole de traitement de la malaria et la réaction rapide aux épidémies sont d'autres réponses nécessaires. Le renforcement des capacités au niveau central et au niveau du district est devenu aujourd'hui une priorité du plus haut niveau et constitue une étape logique pour permettre à la DG ECHO de collaborer, par le biais de ses partenaires, avec des organismes gouvernementaux, notamment au niveau des districts, et avec d'autres donateurs afin de faire campagne pour une amélioration de la capacité et des prestations des services de santé, une amélioration de la collecte, de l'analyse et de la rétroaction d'informations sur la santé et le développement d'un système commun de planification, de surveillance et d'évaluation d'impact dans le respect des normes Sphere minimales requises.

**Moyens d'existence et sécurité alimentaire:** Le CAP des Nations unies a identifié l'aide alimentaire comme le besoin prioritaire du nord de l'Ouganda et l'aide aux moyens d'existence comme un autre besoin vital. À ce titre, l'accès aux semences et aux outils sera la priorité de l'approche de la DG ECHO concernant les moyens d'existence et la sécurité alimentaire. L'accès à la terre était la base des moyens d'existence des personnes déplacées. D'une manière générale, l'amélioration de l'accès et des conditions de sécurité a permis la mise à disposition d'un nombre plus important de terres de culture (trois à quatre fois plus qu'en 2005) que prévu en 2006.

Comme un nombre croissant de PID retournent dans leurs villages, s'installent dans des villages semi-nomades ou obtiennent l'accès à d'autres terres, la distribution de semences et d'outils s'impose pour leur permettre de cultiver leur propre nourriture. Décimé par la dernière sécheresse et affecté par la maladie, le bétail est nécessaire pour préserver les moyens d'existence de nombreux ménages du nord de l'Ouganda. Le remplacement et le traitement du bétail (à l'exception des poulets, qui sont exposés au risque de grippe aviaire) sont encouragés pour aider les ménages à améliorer leur sécurité alimentaire. L'agriculture communale peut également être envisagée, en particulier dans le but de permettre un travail préparatoire de la terre plus rapide s'il est effectué au niveau domestique. D'autres domaines de concentration des activités en 2007 sont la surveillance des projets et l'évaluation de l'impact. Des études plus systématiques de l'impact des semences distribuées tant sur la consommation domestique moyenne que sur la valeur nutritionnelle devrait être menées. Les activités génératrices de revenus sont aussi importantes et doivent être encouragées pour renforcer les moyens d'existence.

À long terme, il est bien plus bénéfique et rentable de soutenir les interventions liées à la sécurité alimentaire et aux moyens d'existence qu'à l'aide alimentaire.

**Biens non alimentaires:** la politique dans ce domaine sera flexible compte tenu de la possibilité d'un changement drastique sur le terrain (retour/réinstallation/escalade du conflit). Les personnes de retour pourraient avoir besoin de kits de réinstallation ciblés et étudiés comportant des biens comme des semences, des outils, des engrais, des moustiquaires, des matériaux d'abri pour les groupes vulnérables, ainsi que des paquets alimentaires afin de faciliter leur retour dans leurs villages et réduire ainsi l'attractivité éventuelle des camps de PID.

Du matériel hygiénique pour femmes et des préservatifs pour prévenir le VIH/SIDA sont également nécessaires. La planification des urgences dans le cadre de réinstallations massives est cruciale pour les opérations humanitaires dans le nord de l'Ouganda.

**Protection:** conformément aux conventions de Genève, les anciens combattants de retour de la guerre doivent avoir l'assurance d'être traités humainement par leurs interlocuteurs. Les prisonniers doivent pouvoir recevoir des visites et il convient de rétablir les liens familiaux. La DG ECHO reconnaît également le danger que représentent les mines terrestres pour les PID et les personnes de retour et elle soutiendra par conséquent les actions de sensibilisation à ce danger. Tant les habitants des camps que des villes doivent apprendre à reconnaître et à signaler ces mines.

**Coordination:** les activités humanitaires doivent être bien coordonnées. Pour cela, il faut une forte présence de l'OCHA. Un manque de coordination efficace peut entraîner une duplication des activités, des frustrations du côté des agents humanitaires et des charges indues pour ceux qui cherchent à mener des opérations utiles. La DG ECHO soutiendra la collecte de données de meilleure qualité, l'analyse rigoureuse, la mise en correspondance et le partage d'informations, ainsi que la fourniture d'un appui continu aux bureaux de l'OCHA dans le nord du pays. Le mécanisme de l'OCHA aura une importance croissante dans les forums des donateurs dans le contexte du transfert des opérations humanitaires vers des fonds de développement.

## 4.2. Impact de la réponse humanitaire antérieure

Bien que les indicateurs humanitaires pour le nord de l'Ouganda restent sombres dans bon nombre de secteurs, les opérations humanitaires antérieures commencent à avoir un impact positif. L'épidémie de choléra qui a sévi dans le district de Kitgum démontre les progrès graduels mais bien réels réalisés par l'aide humanitaire dans la région. Le choléra et la rougeole frappent régulièrement le nord de l'Ouganda, mais en 2006, ces maladies ont été maîtrisées plus efficacement, ce qui a permis de sauver des vies. L'approvisionnement accru en eau, la couverture en latrines, les apports alimentaires, les services sanitaires et la promotion de l'hygiène ont permis à une population en meilleure santé de faire appel à divers mécanismes d'adaptation.

L'amélioration de l'approvisionnement en eau est également le fruit du travail assidu des partenaires de la DG ECHO dans le nord de l'Ouganda. Bien que cet approvisionnement ne réponde toujours pas aux normes Sphere<sup>15</sup>, les camps comme ceux d'Amida et de Patongo sont passés respectivement de 1,2 l/p/j (litre par personne par jour) à 8,4 l/p/j et de 2,8 l/p/j à 11,6 l/p/j de juin 2005 à juillet 2006.<sup>16</sup> Les PID interrogées dans plusieurs camps de Kitgum<sup>17</sup> n'avaient pas ou peu de motif de plainte à propos de la situation de l'eau, même si le taux élevé de maladies diarrhéiques dans ces camps révèle la nécessité de poursuivre l'aide humanitaire et d'apporter des améliorations.

La DG ECHO continue de répondre aux besoins de la crise ougandaise. Entre 2000 et 2002, les fonds qu'elle a mis à la disposition de l'Ouganda se sont élevés au total à près de quatre millions d'euros et huit millions d'euros supplémentaires ont été dégagés en 2003. En réponse à l'aggravation de la crise humanitaire, la DG ECHO a augmenté son financement à 18,62 millions d'euros en 2004, à 14 millions d'euros en 2005. En 2006, elle a dégagé 15 millions d'euros et 4 millions d'euros dans le cadre de deux décisions de financement distinctes.

## 4.3. Coordination avec les activités d'autres donateurs et institutions

L'Ouganda continue à recevoir une aide budgétaire importante de la part de nombreux donateurs, dont la Commission européenne. Le budget national pour 2006/2007 est financé à 41 % environ par des donateurs extérieurs. Les fondations d'une coordination efficace des donateurs d'aide humanitaire ont été posées par le déploiement de l'approche de groupe du Comité permanent interorganisations, mais une bonne part du travail de coordination pratique au niveau des districts doit encore être renforcé et rationalisé. C'est notamment le cas du district de Pader. Des réunions régulières du groupe des donateurs pour le développement du nord, la reconstruction et l'amnistie, tant au niveau des chefs de mission qu'au niveau technique, aident à renforcer l'harmonisation des donateurs et la nécessité d'une communauté de réponse et d'implication dans les problèmes du nord au niveau de l'État membre et au sein de la communauté internationale plus large. En 2006, la DG ECHO a endossé la responsabilité de représenter les donateurs au sein du Comité permanent local

---

<sup>15</sup> Les normes minimales Sphere équivalent à 15 litres d'eau par personne par jour.

<sup>16</sup> Données d'Oxfam extraites du rapport intitulé «Humanitarian assistance to displaced people in Kitgum and Pader districts», juillet 2006.

<sup>17</sup> Stites et al., 2006

#### 4.4. Évaluation des risques et hypothèses

##### Insécurité

Avec l'entame du processus de paix, il est fort possible que la sécurité des travailleurs humanitaires s'améliore. Toutefois, l'approche *fenêtre d'opportunité* convient toujours dans les poches de forte insécurité et doit être réactivée le cas échéant.

##### Épidémies

Il est nécessaire de veiller à maîtriser les épidémies. L'année 2006 a été marquée par de nouvelles épidémies de choléra et de rougeole. Le cas échéant, des fonds sont mis à la disposition de partenaires pour prévenir et combattre ces épidémies. En Ouganda, la maladie de la mosaïque du manioc fait l'objet d'une décision de financement distincte.

##### Climat

S'ils se produisent, les aléas comme la sécheresse, les éruptions volcaniques et les inondations pourraient affaiblir davantage la situation fragile des personnes déplacées du nord de l'Ouganda.

##### Planification des urgences

L'inclusion d'une capacité de flexibilité dans les opérations humanitaires sera de plus en plus applicable en 2007, compte tenu de la probabilité d'un scénario de retour à grande échelle de la population. Les autorités de district seront prêtes à activer des plans d'urgence conçus au préalable en prévision d'un tel scénario.

##### Durabilité

La planification à plus long terme et les actions des partenaires sont de plus en plus importantes dans le contexte actuel de la planification du transfert d'actions financées par la DG ECHO. De meilleures évaluations des besoins, la planification de l'urgence et la coordination améliorée des donateurs se traduiront tous par des actions plus durables à l'intérieur du pays.

#### 4.5. Stratégie de la DG ECHO<sup>18</sup>

Le **principal objectif** de la DG ECHO est de venir en aide aux groupes de population vulnérables touchés par l'insécurité et les dangers climatiques.

Les partenaires seront encouragés à fournir des actions très productives et orientées vers les résultats, ainsi qu'à adopter des approches innovatrices basées sur le recours aux nouvelles technologies. Un plus grand partage d'informations tels que la recherche

---

<sup>18</sup> Les subventions pour la mise en œuvre de l'aide humanitaire au sens du règlement du Conseil (CE) 1257/96 du 20 juin 1996 concernant l'aide humanitaire sont octroyées conformément au règlement financier, et notamment à son article 110, et à ses modalités d'exécution, et notamment leur article 168 (règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du 25 juin 2002 du Conseil, JO L 248 du 16 septembre 2002 et règlement n° 2342/2002 du 23 décembre 2002 du Conseil, JO L 357 du 31 décembre 2002).

Taux de financement: conformément à l'article 169 du règlement financier, les subventions pour la mise en œuvre de la présente décision peuvent couvrir 100 % des coûts d'une action.

Les opérations d'aide humanitaire financées par la Commission sont mises en œuvre par des ONG et des organisations liées à la Croix-Rouge sur la base de contrats-cadres de partenariat (CCP) (en conformité avec l'article 163 des modalités d'exécution du règlement financier) et par des agences des Nations unies sur la base de l'accord-cadre financier et administratif (ACFA). Les normes et critères établis dans le contrat-cadre de partenariat standard de la DG ECHO auxquels les ONG et organisations internationales doivent adhérer, et les procédures et critères exigés pour devenir partenaire se trouvent à l'adresse: <http://europa.eu>.

d'idées pour des approches de projet, une analyse solide des données et la rétroaction de l'information seront encouragés et soutenus, tout comme le sera l'atteinte d'un consensus sur les taux de mortalité et de malnutrition. La flexibilité au niveau des partenariats, permettant de répondre comme il se doit à la situation en constant changement sur le terrain, qu'il s'agisse d'un déplacement plus massif ou de la réimplantation des populations, restera essentielle dans l'environnement actuel.

Les mécanismes de *mise en œuvre à distance* et de *fenêtre d'opportunité*, qui constituaient le pivot de la stratégie de la DG ECHO dans le passé, restent indispensables et les partenaires devraient y avoir recours lorsque et si la sécurité dans le pays se détériore.

En 2007, la DG ECHO continuera d'établir une stratégie LRRD (liens entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement) avec les services suivants de la Commission: la DG Développement, la DG Office de coopération EuropaAid, la Délégation de la CE et les partenaires de mise en œuvre de la DG ECHO. Le gouvernement ougandais devrait assumer, au niveau central et au niveau de district, la responsabilité de sa propre crise humanitaire. Le secteur de la santé est le plus approprié pour la stratégie LRRD et cela sera souligné lors de forums organisés en la matière pendant toute l'année 2007. D'un montant total de 20 millions d'euros, le programme de redressement de la délégation de la CE, qui doit être mis en service en 2007, sera réservé pour relayer et/ou remplacer des actions financées par la DG ECHO. Le bureau d'assistance technique de la DG ECHO à l'intérieur du pays veillera à la bonne application de la stratégie dans le pays.

#### **Les objectifs de la DG ECHO sont les suivants:**

**Objectif principal:** venir en aide aux groupes de population vulnérables touchés par l'insécurité et les dangers climatiques

#### **Objectifs spécifiques:**

- Faire face aux conséquences des mouvements de population et soulager la souffrance des personnes déplacées, des personnes de retour et des réfugiés en Ouganda par le biais d'améliorations dans les domaines de l'eau et de la salubrité, de la santé, des moyens d'existence et de la sécurité alimentaire, des biens non alimentaires, de l'éducation et de la formation de la protection, de la gestion et de l'aménagement des camps.
- Renforcer la gestion et la coordination de la réponse humanitaire entre les organisations multilatérales et bilatérales et les organisations non gouvernementales en Ouganda.
- Maintenir une capacité d'assistance technique sur le terrain et évaluer les besoins, apprécier les propositions de projet et coordonner et surveiller la mise en œuvre des opérations.

Afin de maximiser l'impact de l'aide humanitaire sur les victimes, la Commission conservera le bureau de la DG ECHO à Kampala. Celui-ci évaluera des propositions de projets, coordonnera et surveillera la mise en œuvre des opérations humanitaires financées par la Commission. Il offrira une infrastructure d'aide technique et la logistique nécessaire à la bonne réalisation des tâches.

#### **4.6. Durée**

La durée de mise en œuvre de la présente décision sera de 18 mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007. Compte tenu du niveau d'insécurité et de la vitesse à laquelle la situation évolue sur le terrain, la durée de 18 mois est nécessaire pour permettre aux partenaires de la DG ECHO de mettre pleinement en œuvre leurs projets. Les opérations humanitaires financées par la présente décision devront être déployées pendant cette période.

Les dépenses effectuées dans le cadre de la présente décision seront admissibles à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Si les actions envisagées dans la présente décision sont suspendues pour cas de force majeure ou circonstances comparables, la période de suspension ne sera pas prise en compte pour le calcul de sa durée des opérations d'aide humanitaire.

En fonction de l'évolution de la situation sur le terrain, la Commission se réserve le droit d'abroger la convention signée avec les organisations humanitaires de mise en œuvre, lorsque la suspension des activités porte sur une période excédant un tiers de la durée totale prévue de l'action. La procédure établie dans les conditions générales de la convention spécifique s'appliquera.

#### **4.7. Montant de la décision et matrice de programmation stratégique**

##### **4.7.1 Montant total de la décision: 13 millions EUR**

#### 4.7.2. Matrice de programmation stratégique

##### MATRICE DE PROGRAMMATION STRATÉGIQUE POUR LE PLAN GLOBAL 2007

Objectif principal	<i>Venir en aide aux groupes de population vulnérables touchés par l'insécurité et les dangers climatiques</i>				
Objectifs spécifiques	Montant alloué (EUR)	Zone géographique d'opération	Activités proposées	Résultats escomptés / indicateurs	Partenaires potentiels

<p>Faire face aux conséquences des mouvements de population et soulager la souffrance des personnes déplacées, des personnes de retour et des réfugiés en Ouganda par le biais d'améliorations dans les domaines de l'eau et de la salubrité, de la santé, des moyens d'existence et de la sécurité alimentaire, des biens non alimentaires, de l'éducation et de la formation de la protection, de la gestion et de l'aménagement des camps.</p>	<p><b>12 140 000</b></p>	<p>Nord de l'Ouganda</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- réduction de l'incidence des maladies infectieuses communes et des maladies pouvant être prévenues par la vaccination;</li> <li>- prévention et contrôle des épidémies;</li> <li>- contribution à la prévention, au contrôle et au traitement de la malaria par la distribution étendue de moustiquaires imprégnées d'insecticide, de la maladie de «Two Lango», des IST et de la rougeole;</li> <li>- intégration des composants reliés au VIH/SIDA dans toutes les interventions financées par la DG ECHO en ligne avec les lignes directrices internes de la DG ECHO concernant le VIH/SIDA et contribution à l'analyse des taux de d'infection par le VIH/SIDA dans les camps du nord;</li> <li>- poursuite de la contribution à l'analyse des causes de la malnutrition;</li> <li>- amélioration de la disponibilité d'eau potable et la promotion de la sensibilisation à l'hygiène environnementale et personnelle;</li> <li>- concentration particulière sur le choléra et les autres maladies d'origine hydrique.</li> <li>- soutien au déploiement du traitement de la malaria par l'ACT;</li> <li>- mise en œuvre de projets de moyens d'existence bien adaptés qui tiennent compte des conditions locales et des connaissances communautaires;</li> <li>- réintégration fructueuse des enfants et des adultes dans leur communauté;</li> <li>- transmission des connaissances sur le respect du droit humanitaire international et transformation de cette connaissance en résultats par ceux qui sont responsables de son application dans le pays;</li> <li>- poursuite de la coordination des activités d'aide humanitaire par un soutien à l'OCHA en mettant particulièrement l'accent sur le partage et la mise en concordance des informations;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- réduction ou prévention de l'apparition d'épidémies</li> <li>- poursuite du traitement des traumatismes post-conflit dans les hôpitaux urbains et ruraux et dans les centres de santé</li> <li>- identification des causes de la malnutrition</li> <li>- maintien de la mortalité infantile en dessous des seuils d'urgence</li> <li>- introduction plus large de la prévention de la transmission du SIDA de la mère à l'enfant (PTME) par rapport à la situation actuelle</li> <li>- réduction des incidences de malaria</li> <li>- maintien de l'approvisionnement en eau des camps au-dessus de 4 l/j dans les cas les plus graves</li> <li>- sensibilisation accrue de la population cible aux pratiques d'hygiène environnementale et personnelle</li> <li>- meilleure mise en œuvre des latrines les plus appropriées en fonction de l'environnement de camp spécifique;</li> <li>- disponibilité accrue d'aliments de production propre parmi les familles les plus pauvres</li> <li>- amélioration du taux de réinsertion des anciens combattants dans la société</li> <li>- sessions de formation sur le droit humanitaire international et diminution du nombre de violations des droits de l'homme;</li> <li>- amélioration de la qualité des groupes de travail techniques, ayant un impact sur la coordination et les niveaux d'évaluation et de réponse;</li> <li>- atteinte d'un consensus sur les données relatives à la MGA, à la MSA, aux taux de mortalité, à l'approvisionnement en eau des camps et à la disponibilité de latrines dans les camps.</li> <li>- retour des PID</li> <li>- production alimentaire accrue</li> <li>- réintégration des personnes enlevées précédemment;</li> <li>- protection et réponse de protection accrues, y compris des systèmes de notification viables pour les enfants; réhabilitation de l'infrastructure de base;</li> </ul>	<p>AAH – ESP, ACF-FRA, ACTIONAID, AISPO – ITA, AVSI, CARE – UK, CINS, CONCERN, WORLDWIDE, COOPI, CROIX-ROUGE - CICR- ICRC –CH, CUAMM, DANISH RED CROSS, DANChurch AID – DNK, GERMAN AGRO ACTION, GOAL, IRC – UK, IOM, MEDAIR UK, MSF – CHE, MSF – FRA, MSF – NLD, MSF-E, Mercy Corps-UK, NRC, OXFAM – UK, SAVE THE CHILDREN – UK, UN - FAO-I, UN - UNHCR – BEL, UN - UNICEF – BEL, UN – UNOCHA, UNDP, UN – WHO, WORLD VISION DEU, WORLD VISION UK Caritas – DEU; ASB – DEU;</p>
---	--------------------------	--------------------------	---	--	---

<b>Objectif spécifique 2:</b> Renforcer la gestion et la coordination de la réponse humanitaire entre les organisations multilatérales et bilatérales et les organisations non gouvernementales en Ouganda.	<b>700 000</b>	Nord de l'Ouganda		- renforcement, extension géographique et approfondissement du rôle et de la présence de l'OCHA	UN OCHA
<b>Objectif spécifique 3:</b> maintenir une capacité d'assistance technique sur le terrain et évaluer les besoins, apprécier les propositions de projet et coordonner et surveiller la mise en œuvre des opérations	<b>160 000</b>	Kampala	<ul style="list-style-type: none"> <li>- assistance de la DG ECHO dans l'appréciation des propositions de projets, la coordination et le suivi des opérations humanitaires</li> <li>- gestion quotidienne du budget et du personnel du bureau de soutien, ainsi que de la conception et, si nécessaire, de la mise en œuvre des campagnes d'information et de communication sur le terrain</li> <li>- conseil à la DG ECHO sur la stratégie du programme</li> <li>- information des partenaires sur la stratégie de la DG ECHO</li> <li>- représentation de la CE au niveau technique</li> <li>- rapport au siège de Bruxelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % des fonds du plan global contractés</li> <li>- réalisation à 100 % des liquidations</li> <li>- accès aux bénéficiaires ciblés</li> <li>- livraison des rapports en temps utile.</li> </ul>	
<b>Évaluation des risques</b>	Les partenaires ont analysé la situation sécuritaire avant d'acheminer l'aide.				
<b>Hypothèses</b>	Aucune détérioration majeure de la situation sécuritaire n'est observée. Les apparitions d'épidémies sont contenues. La situation climatique reste stable. L'urgence est planifiée lors de la phase de conception de projet. La durabilité, lorsqu'elle est prévue, peut se matérialiser				
<b>Coût total</b>	<b>13 000 000</b>				

## 5. ÉVALUATION

En 2005, la DG ECHO a effectué une évaluation des opérations financées par la DG ECHO en Ouganda pour la période 2004-2005 en faisant appel à des consultants externes. Cette évaluation est disponible à l'adresse suivante [http://ec.europa.eu/echo/pdf\\_files/evaluation/2005/uganda.PDF](http://ec.europa.eu/echo/pdf_files/evaluation/2005/uganda.PDF). Lors de l'élaboration de la présente décision, la DG ECHO a pris en considération les conclusions et recommandations des consultants indépendants. Leurs avis professionnels ont été complétés par les évaluations des besoins figurant dans les propositions de projets soumises par les partenaires de la DG ECHO. Tant l'assistant technique sur place de la DG ECHO que le responsable administratif installé à Bruxelles ont évalué les propositions pour cerner les points de convergence et de cohérence, à la fois entre les propositions et à l'aune du rapport d'évaluation. Suite à cette évaluation, la DG ECHO a déterminé les priorités de financement énoncées dans la décision. La DG ECHO évalue tous les projets en phase de liquidation pour s'assurer du respect des objectifs contractuels convenus. Ces évaluations figurent dans les documents-maîtres mis à la disposition des consultants externes aux dates des évaluations périodiques ex post.

De plus amples informations sont disponibles à l'adresse suivante:

[http://europa.eu/comm/echo/evaluation/index\\_fr.htm](http://europa.eu/comm/echo/evaluation/index_fr.htm).

## 6. IMPACT SUR LE BUDGET - ARTICLE 23 02 01

-	CE (EUR)
Projet de dotations budgétaires pour 2007	485 000 000
Budgets supplémentaires	-
Transferts	-
<b>Total des crédits disponibles</b>	-
Total exécuté à ce jour	-
Solde disponible	-
<b>Montant total de la décision</b>	13 000 000

## 7. ANNEXES

**Annexe 1: Statistiques sur la situation humanitaire**

**Annexe 2: Carte du pays/de la région et localisation des interventions de la DG ECHO**

**Annexe 3: Liste des opérations antérieures de la DG ECHO**

**Annexe 4: Assistance fournie par d'autres donateurs**

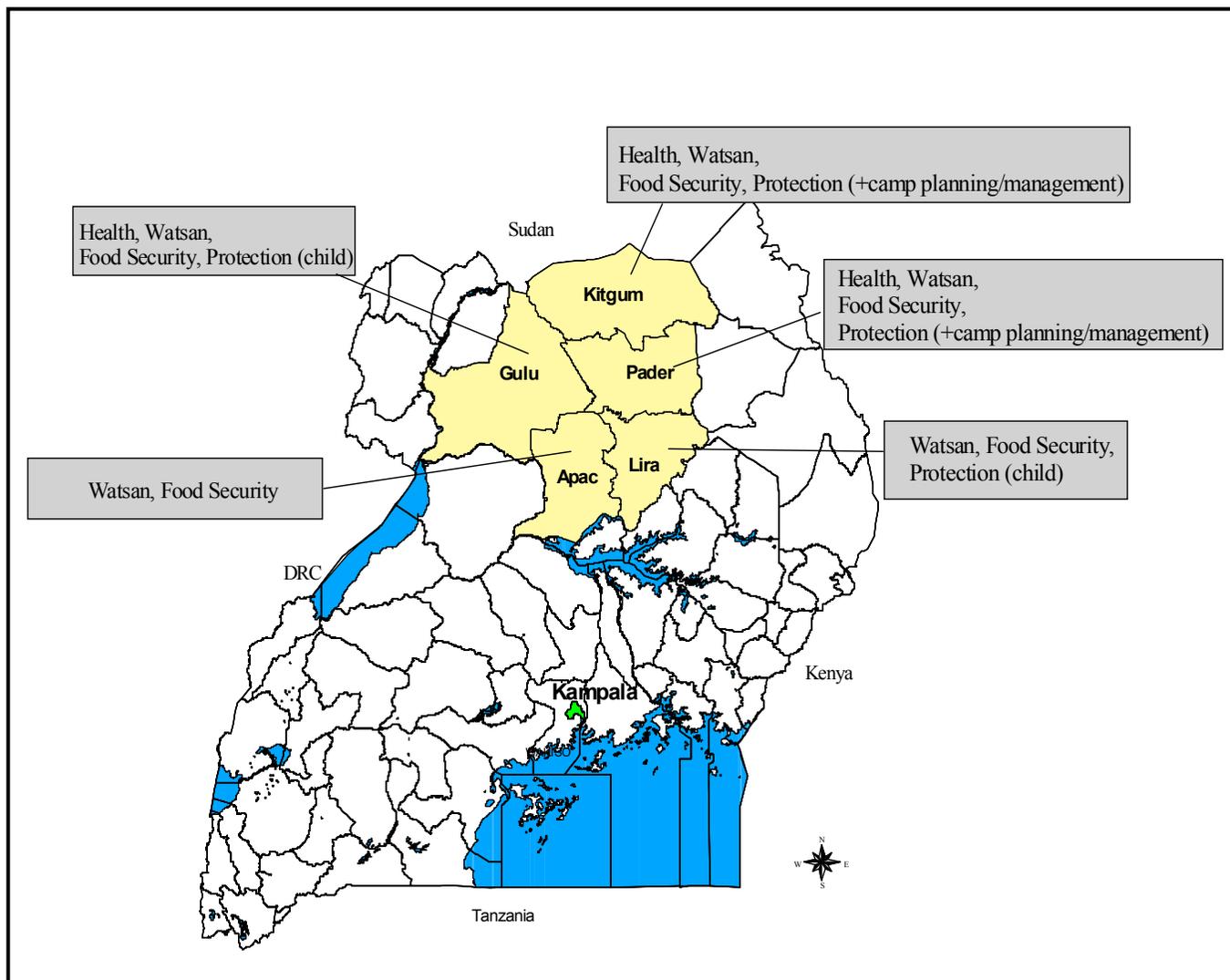
**Annexe 5: Liste des abréviations**

## Annexe 1: Statistiques sur la situation humanitaire

		DG ECHO GNA 2006			RDH 2005 Indice du développement Humain du PNUD IDH (177)	RDH 2005 Indice de la pauvreté humaine du PNUD IPH-1 (95)	CRED 200X Catastrophes naturelles	HIK 2005 Conflits	PID+ REF / Total population	UNICEF 2005: % d'enfants en sous- poids (moins de 5 ans)	UNICEF 2005: % de la mortalité infantile (moins de 5 ans)	OCDE APD nette par habitant
		Indications de l'enquête										
Classement global GNA		Pays - GNA 2006	Score global GNA	GNA moyen	Score GNA IDH	Score GNA IDH-1	Score GNA NatDis	Score GNA Conflits	Score GNA PID + Réf	Score GNA Sous- poids	Score GNA Mort.	
17	35	Djibouti	3	2,2500	3	2	3	0	5	2	3	1
8	43	Érythrée	3	2,3750	3	2	3	2	4	3	2	2
5	44	Éthiopie	3	2,5000	3	3	3	2	3	3	3	2
32	64	Kenya	2	2,0000	3	2	2	0	5	2	2	2
4	115	Somalie	3	2,5714	x	3	2	3	5	2	3	2
8	118	Soudan	3	2,3750	2	2	2	3	6	2	2	3
17	130	Ouganda	3	2,2500	2	2	0	3	6	2	3	2

Code:		Paramètres de score GNA moyen	
3	besoin élevé	>	2,0
2	besoin moyen		
1	besoin faible	<	1,0

**Annexe 2: Carte du pays et localisation des opérations de la DG ECHO 2006**



### 3 – Interventions précédentes/Décisions de la Commission dans le contexte de la crise actuelle

Liste des interventions précédentes de la DG ECHO en OUGANDA				
Référence décision	Type décision	2004	2005	2006
		EUR	EUR	EUR
ECHO/UGA/BUD/2004/01000	Plan global	6 000 000		
ECHO/UGA/EDF/2004/02000	Non-urgence	6 620 000		
ECHO/UGA/EDF/2004/01000	Non-urgence	6 000 000		
ECHO/UGA/BUD/2005/01000	Plan global		14 000 000	
ECHO/UGA/BUD/2006/01000	Plan global			15 000 000
	<b>Sous-total</b>	<b>18 620 000</b>	<b>14 000 000</b>	<b>15 000 000</b>
	<b>Total</b>	<b>47 620 000</b>		

Date: 06/06/2006

Source: HOPE

### 4 – Assistance fournie par d'autres donateurs

Donateurs en OUGANDA les 12 derniers mois**					
1. États membres UE (*)		2. Commission européenne		3. Autres	
	EUR		EUR		EUR
		DG ECHO	19 000 000		
Autriche		DG DEV (dotations A ENV 9 <sup>e</sup> FED 2003-2007)	267 335, 900		
Belgique	700 000	DG DEV (dotations B-ENV 9 <sup>e</sup> FED 2003-2007)***	58 500 000		
Chypre					
République tchèque					
Danemark	2 962 466				
Estonie					
Finlande	2 672 712				
France	1 378 619				
Allemagne	3 986 044				
Grèce					
Hongrie					
Irlande	2 909 052				
Italie	1 000 000				
Lettonie					
Lituanie					
Luxembourg					
Malte					
Pays-Bas	6 749 600				
Pologne					
Portugal					
Slovaquie					
Slovénie					
Espagne	200 000				
Suède	4 792 527				
Royaume-Uni	31 543 855				
<b>Sous-total</b>	<b>58 894 875</b>	<b>Sous-total</b>	<b>19 000 000</b>	<b>Sous-total</b>	<b>0</b>
		<b>Total</b>	<b>77 894 875</b>		

Date: 03/08/2006

(\*) Source: DG ECHO 14 points d'information pour les États membres. <https://hac.ec.europa.eu>  
Les cellules vides indiquent l'absence d'information ou de contribution.

(\*\*) Les dotations du 9<sup>e</sup> FED de la DG DEV sont valables pour la période 2003-2007.

(\*\*\*) La DG ECHO a prélevé 14 620 000 euros de ce montant les années précédentes.

## Annexe 5: Liste des abréviations

<b>AVSI</b>	Association des volontaires au service international
<b>BNA</b>	Biens non alimentaires
<b>CAP</b>	Procédure d'appels communs
<b>CCM</b>	Centre de contrôle des maladies
<b>CE</b>	Commission européenne
<b>CICR</b>	Comité international de la Croix-Rouge
<b>CNR</b>	Conseil norvégien sur les réfugiés
<b>COOPI</b>	Cooperazione Internazionale
<b>CPM</b>	Cabinet du Premier ministre
<b>DCA</b>	Dan Church Aid
<b>DEV</b>	Direction générale du développement de la Commission européenne
<b>DG ECHO</b>	Direction générale de l'aide humanitaire de la Commission européenne
<b>DSSD</b>	Directeur du service sanitaire de district
<b>EGB</b>	Évaluation globale des besoins
<b>UE</b>	Union européenne
<b>FAO</b>	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
<b>GAA</b>	Agro-Action allemande
<b>GO</b>	Gouvernement ougandais
<b>HCR</b>	Haut commissariat aux réfugiés des Nations unies
<b>IATC</b>	Comité technique inter-agences
<b>ITN</b>	Moustiquaires imprégnées d'insecticide
<b>l/pp/j</b>	Litres par personne par jour
<b>LRA</b>	Lord's Resistance Army
<b>LRRD</b>	Liens entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement
<b>MSA</b>	Malnutrition sévère aiguë
<b>MGA</b>	Malnutrition globale aiguë
<b>MS</b>	Ministère de la santé
<b>MSF</b>	Médecins sans frontières
<b>NU</b>	Nations unies
<b>OCHA</b>	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
<b>OMS</b>	Organisation mondiale de la santé
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>PAM</b>	Programme alimentaire mondial
<b>PG</b>	Plan global
<b>PID</b>	Personnes déplacées à l'intérieur du pays
<b>PNUD</b>	Programme des Nations unies pour le développement
<b>RDC</b>	République démocratique du Congo
<b>SCF</b>	Fondation Save the Children
<b>TM</b>	Taux de mortalité
<b>UNDSS</b>	Département de la sûreté et de la sécurité des Nations unies
<b>UNICEF</b>	Fonds des Nations unies pour l'enfance
<b>UPDF</b>	Forces de défense ougandaises
<b>USAID</b>	Agence américaine pour le développement international
<b>VIH/SIDA</b>	Virus de l'immunodéficience humaine /Syndrome d'immunodéficience acquise

**DÉCISION DE LA COMMISSION**  
**du**  
**concernant le financement d'opérations d'aide humanitaire sur le budget de l'Union**  
**européenne en**  
**OUGANDA**

**LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,**

vu le traité instituant les Communautés européennes,

vu le règlement (CE) n° 1257/96 du Conseil du 20 juin 1996 concernant l'aide humanitaire<sup>19</sup>, et notamment son article 15, paragraphe 2,

considérant ce qui suit:

- 1) Les effets d'une insécurité élevée ont entraîné le déplacement de 1,5 million de personnes dans les districts du nord, du nord-est et du centre de l'Ouganda. Dans l'Acholiland (Gulu, Amuru, Kitgum et Pader), plus de 90 % de la population est désormais déplacée ;
- 2) Le conflit a débouché sur la création d'un nombre croissant de camps de PID dans lesquels 1,4 million de personnes déplacées sont obligées de vivre ;
- 3) Près de 200 000 personnes déplacées sont rentrées chez elles ou sont sur le chemin du retour ;
- 4) Afin d'optimiser l'impact de l'aide humanitaire sur les victimes, il est nécessaire de maintenir une assistance technique sur le terrain ;
- 5) Afin de fournir un cadre cohérent d'action en Ouganda, où la crise humanitaire est, du fait de son ampleur et de sa complexité, de nature à perdurer ;
- 6) Une évaluation de la situation humanitaire a amené à la conclusion que des opérations d'aide humanitaire devraient être financées par la Communauté pendant une période de 18 mois ;
- 7) Selon les estimations, un montant de 13 millions d'euros au titre de l'article 23 02 01 du budget général de l'Union européenne est nécessaire à la fourniture d'une aide humanitaire à plus de 1,5 million de PID, compte tenu des ressources disponibles, des interventions des autres donateurs et d'autres facteurs ;
- 8) La présente décision constitue une décision de financement au sens de l'article 75 du règlement financier<sup>20</sup>, de l'article 90 de ses modalités d'exécution<sup>21</sup> et de l'article 15 du règlement intérieur concernant l'exécution du budget général de la CE<sup>22</sup> ;

---

<sup>19</sup> JO L 163 du 2.7.1996, p. 1-6

<sup>20</sup> JO L 248 du 16.9.2002, p. 1

<sup>21</sup> JO L 357 du 31.12.2002, p. 1 modifié par le règlement de la Commission (CE, Euratom) n° 1261/2005 du 20 juillet 2005, JO L 201 du 2 août 2005, p. 3

<sup>22</sup> Décision de la Commission du 15 mars 2005, SEC(2005)310

- 9) Conformément à l'article 17, paragraphe 3, du règlement (CE) 1257/96 du Conseil, du 20 juin 1996, concernant l'aide humanitaire, le comité d'aide humanitaire a émis un avis favorable le 14 décembre 2006.

DÉCIDE:

*Article 1*

1. Conformément aux objectifs et aux principes généraux de l'aide humanitaire, la Commission approuve l'octroi d'un montant total de 13 millions d'euros au bénéfice des opérations d'aide humanitaire (plan global) déployées en faveur des groupes de population vulnérables touchés par l'insécurité et les dangers climatiques en Ouganda, au titre de l'article 23 02 01 du budget général 2006 de l'Union européenne.
2. Conformément aux articles 2 et 4 du règlement (CE) 1257/96 du Conseil, ces opérations humanitaires seront mises en œuvre dans le cadre des objectifs spécifiques suivants:
  - Faire face aux conséquences des mouvements de population et soulager la souffrance des personnes déplacées, des personnes de retour et des réfugiés en Ouganda par le biais d'améliorations dans les domaines de l'eau et de la salubrité, de la santé, des moyens d'existence et de la sécurité alimentaire, des biens non alimentaires, de l'éducation et de la formation de la protection, de la gestion et de l'aménagement des camps.
  - Renforcer la gestion et la coordination de la réponse humanitaire entre les organisations multilatérales et bilatérales et les organisations non gouvernementales en Ouganda.
  - Maintenir une capacité d'assistance technique sur le terrain et évaluer les besoins, apprécier les propositions de projet et coordonner et surveiller la mise en œuvre des opérations.

Les montants alloués à chacun de ces objectifs font l'objet de l'annexe jointe à la présente décision.

*Article 2*

1. La durée de mise en œuvre de la présente décision est de 18 mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007.
2. Toute dépense effectuée dans le cadre de la présente décision est admissible à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007.
3. Si les actions envisagées dans la présente décision sont suspendues pour cas de force majeure ou circonstances comparables, la période de suspension ne sera pas prise en compte dans le calcul de sa durée de mise en œuvre.

*Article 3*

1. La Commission peut, si la situation humanitaire le justifie, réaffecter les montants de ressources alloués à un des objectifs énoncés à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, à un autre objectif mentionné, à condition que ce montant réaffecté représente moins de 20 % du montant global couvert par la présente décision et n'excède pas 2 millions d'euros.

*Article 4*

1. 13 millions d'euros est conditionné par la disponibilité des fonds nécessaires au titre du budget général 2007 de l'Union européenne.
2. La présente décision prend effet à la date de son adoption.

Fait à Bruxelles,

Pour la Commission

Membre de la Commission

## Annexe: Répartition des fonds par objectif spécifique

<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>Montant par objectif spécifique (EUR)</b>
Faire face aux conséquences des mouvements de population et soulager la souffrance des personnes déplacées, des personnes de retour et des réfugiés en Ouganda par le biais d'améliorations dans les domaines de l'eau et de la salubrité, de la santé, des moyens d'existence et de la sécurité alimentaire, des biens non alimentaires, de l'éducation et de la formation de la protection, de la gestion et de l'aménagement des camps.	12 140 000
Renforcer la gestion et la coordination de la réponse humanitaire entre les organisations multilatérales et bilatérales et les organisations non gouvernementales en Ouganda.	700 000
Maintenir une capacité d'assistance technique sur le terrain et évaluer les besoins, apprécier les propositions de projet et coordonner et surveiller la mise en œuvre des opérations.	160 000
<b>TOTAL</b>	<b>13 000 000</b>